

Grand Emprunt : le haut débit pour tous **Le numérique recevra une aide de 4,5 milliards, dont 2 pour la couverture totale du pays en haut débit**

« La numérisation du patrimoine ne partira pas. Il n'est pas question de laisser partir ce patrimoine : c'est aussi un problème d'identité nationale ».

Evoquant dans le cadre du Grand Emprunt, les priorités que l'Etat allait mettre en avant en matière économique, le Président de la république a ainsi réagi aux numérisations de contenus opérées par des grands groupes étrangers.

Sur l'autre aspect, le haut débit, Nicolas Sarkozy veut mailler l'intégralité du territoire par cette technologie accessible soit par la fibre optique, soit par des technologies hertziennes ou satellitaires très avancées. Pour lui il s'agit d'un « investissement national majeur ».

Dans le détail :

Equiperment de la France en très haut débit : 2 milliards
développement des usages et contenus innovants : 2,5 milliards

Grand Emprunt : 6,5 milliards pour relancer l'industrie **Les savoir-faire et l'excellence des industries aéronautique, automobile, spatiale, navale et ferroviaire sont ciblés par le Grand Emprunt. Ainsi que le soutien à la croissance des PME**

« Notre compétitivité s'est érodée. La part des exportations françaises dans la zone euro a reculé de 20% dans les dix dernières années ». Pour inverser l'effet de la désindustrialisation, le Gouvernement a agi à travers des mesures comme le crédit impôt-recherche, la réforme de la taxe professionnelle « qui va se traduire, rappelle Nicolas Sarkozy, par une baisse moyenne de 36% d'imposition locale pour les entreprises ».

L'industrie représente 85% de l'effort de recherche et de développement de la France et 80% de nos exportations. Elle est également à l'origine de l'essentiel des gains de productivité.

Pour provoquer « un sursaut industriel » et accompagner l'effort d'innovation et d'investissement, 6,5 milliards d'euros vont être dirigés vers l'industriel et les PME (petites et moyennes entreprises). En première ligne sont concernées les industries de l'aéronautique, du spatial, de l'automobile, du ferroviaire et du naval.

Nicolas Sarkozy a annoncé qu'1 milliard des 6,5 milliards sera consacré aux axes définis par les Etats généraux de l'Industrie.

Dans le détail :

Automobile, transports terrestres et maritimes : 1 milliard
Aéronautique et espace : 2 milliards
Croissance des PME : 2, milliards
Etats généraux de l'industrie : 1 milliard

Grand Emprunt : 11 milliards pour l'Enseignement supérieur et la Formation **Avoir en France les meilleures universités du monde passe par une nouvelle gouvernance et l'autonomie. Le Grand Emprunt va également consacrer des aides à l'apprentissage**

« Notre pays a trop négligé son enseignement supérieur alors que c'est la clé de son avenir ». S'appuyant sur la baisse constante des dépenses d'investissement pour l'Enseignement supérieur entre 1995 et 2006, le Président de la république a souligné que cette inclinaison avait été rompue dès 2007 avec une augmentation de l'aide d'1 million d'euros par an.

Avec le Grand emprunt, une rupture est opérée. Avec un objectif bien clair : « Nous voulons les meilleures universités du monde ».

Le Grand Emprunt aura notamment pour ambition d'aider à l'émergence d'une « dizaine de campus d'excellence ». Un soutien qui sera conditionné à plusieurs critères : une nouvelle gouvernance, l'autonomie, la contractualisation, le partenariat et des résultats.

« Les universités seront dotées, en pleine propriété, de fonds propres », indique Nicolas Sarkozy, soulignant ces « décisions sans précédent ».

Mais à ses yeux l'effort doit également porté sur l'apprentissage et ses conditions de succès. « Cela n'a pas de sens de préparer les jeunes aux métiers de demain avec des machines d'hier », remarque-t-il.

En détail :

Campus d'excellence : 7,7 milliards

Opération Campus (accueillants, attractifs) : 1,3 milliard

Formation professionnelle : 0,5 milliard

Egalité des chances : 0,5 milliard

Saclay (aide à la synergie de ce campus scientifique et technologique): 1 milliard

Grand Emprunt : 5 milliards pour le développement durable

Une enveloppe d'un milliard d'euros est consacrée aux réacteurs nucléaires de quatrième génération

Dans le domaine du Développement durable, une partie de l'emprunt (1 milliard) sera consacré aux réacteurs de quatrième génération. Au-delà de l'aspect indépendance énergétique, ces réacteurs produiront de plus faible quantité de déchets radioactifs à vie longue.

Pour le président Nicolas Sarkozy, il s'agit là d'un « effort technologique majeur ».

Au-delà, de très nombreux moyens seront dirigés vers les opérateurs de recherche intervenant dans les énergies renouvelables et décarbonées tel que le Commissariat à l'énergie atomique (CEA), l'IFP, l'Ifremer, l'Inra...

« Pour refléter l'importance de ces nouvelles missions », Nicolas Sarkozy a annoncé que le CEA deviendrait le Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives.

Dans le détail :

Energies renouvelables et décarbonées : 2,5 milliards

Nucléaire de demain : 1 milliard

Transports et urbanismes durables : 1 milliard

Rénovation thermique des logements privés : 0,5 milliard

Grand Emprunt : 8 milliards pour doper et mieux faire connaître la recherche « Nous sommes les champions de la découverte mais nous sommes en retard sur les brevets ».

Concernant la Recherche, pour laquelle le Grand Emprunt va mobiliser 8 milliards d'euros, Nicolas Sarkozy regrette que la France ne soit pas toujours capable de la valoriser, ni d'en tirer un profit financier. Les nanotechnologies en sont un exemple : la France produit chaque année plus de publications que la Corée du sud mais dépose huit fois moins de brevets.

L'effort portera sur une meilleure dotation aux sociétés spécialisées dans l'interface entre la recherche et les industriels, ce pour valoriser la recherche publique.

« Nous souffrons, en France, de la dispersion. Il nous fait muscler les pôles de compétence », remarque également Nicolas Sarkozy qui souhaite permettre aux laboratoires d'excellence de recruter des personnes de très haut niveau ou de lancer des projets d'équipement.

Un domaine retient particulièrement l'attention du Chef de l'Etat, la modernisation de la recherche médicale par la création d'instituts hospitalo-universitaires, et le développement des biotechnologies, nanotechnologies.

Dans le détail :

Laboratoire d'excellence : 1 milliard

Equipements de recherche : 1 milliard

Santé et biotechnologies : 2,5 milliards

Valorisation de la recherche publique : 3,5 milliards